



HRW demande la levée de l'interdiction des alliances politiques de Jean-Michel Nintcheu et Olivier Bile au Cameroun.

Dans un communiqué, Human Rights Watch (HRW) a appelé les autorités camerounaises à lever l'interdiction des alliances politiques de Jean-Michel Nintcheu et Olivier Bile. HRW affirme que cette mesure restreint la liberté d'association et d'expression, violant ainsi les droits fondamentaux des citoyens. L'organisation non gouvernementale internationale rappelle l'importance des alliances politiques dans un processus démocratique et critique le gouvernement pour tenter de restreindre l'espace politique de l'opposition à l'approche des élections présidentielles de 2025.

Le Ministre de l'Administration territoriale, Paul Atanga Nji, a déclaré que l'Alliance politique pour le changement (APC) et l'Alliance politique pour la transition (APT) sont des "mouvements clandestins" sans existence légale, les interdisant ainsi d'activités politiques sur le territoire national. Cette décision a été qualifiée par HRW comme une manière pour les autorités camerounaises de restreindre l'opposition et le débat public.

HRW exhorte le gouvernement camerounais à respecter les droits internationaux en matière de liberté d'expression, d'association et de participation politique. L'organisation souligne que la coordination des groupes d'opposition et la création d'alliances ne devraient pas être

considérées comme des mouvements clandestins, mais comme un aspect normal et crucial du processus démocratique. Enfin, HRW appelle le président Paul Biya à garantir un processus électoral crédible en respectant pleinement les droits et libertés fondamentaux des citoyens.

[Retrouvez l'actualité sur notre compte whatsapp](#)